##### ***Écrire avant le 1er décembre!*** *« Libérés du péché, vous avez été asservis à la justice*. » (Rm 6,18)

**

**APPEL URGENT**

**Novembre 2019**



**Ouganda**

**République**

Capitale: Kampala

Superficie : 241,038 km2

[Population](https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/docs/notesanddefs.html#335) : 40,853,749

Président: **Yoweri Kaguta Museveni (**depuis j986)

**Torture: oui, malgré la condamnation de son usage par M. Museveni**

**Peine de mort : oui. Même si ce pays est abolitionniste de facto: la dernière exécution a eu lieu en 2005.**

**L’Ouganda a ratifié le Pacte relatif aux droits civils et politiques et son protocole facultatif, et adhéré à la Convention contre la torture de l’ONU**

**Meurtre brutal D’un Activiste lgbt**

**Le gouvernement a l’intention de présenter un projet de loi prévoyant la peine de mort pour les actes homosexuels. Il fait écho à la loi anti-homosexualité promulguée en [2014](http://www.rfi.fr/afrique/20140801-ouganda-cour-constitutionnelle-annuelle-loi-anti-homosexualite-gay-justice" \t "_blank)**.

Le projet de loi prévoyant la [peine de mort](https://fr.wikipedia.org/wiki/Peine_de_mort), examiné par le parlement fin 2013, avait été annulé l’année suivante par la Cour constitutionnelle, en raison d’erreurs de procédure, et ramené à la [prison à perpétuité](https://fr.wikipedia.org/wiki/Emprisonnement_%C3%A0_perp%C3%A9tuit%C3%A9).

À 28 ans, **Brian Wasswa** vivait seul, dans un quartier résidentiel de la ville de Jinja, à l’est de l’Ouganda. Le 4 octobre 2019, vers 17 heures, des enfants du voisinage, trouvant la porte entrebâillée, se sont glissés chez B. Wasswa. Ils l'ont découvert inconscient, gisant dans une mare de sang. Ses voisins l'ont conduit à l’hôpital de Jinja. Hélas le jeune homme, violemment frappé à la tête n'a pas pu être ranimé. Le lendemain, une ambulance est réquisitionnée pour le transporter à l’hôpital de Kampala, à une heure de route de là. Mais Brian Wasswa rend son dernier souffle sur le chemin.

Le commissariat central de Jinja a ouvert une enquête, identifié une houe à manche court comme l'arme du crime et interrogé un témoin ayant aperçu un homme chez B.Wasswa.

Se décrivant parfois comme transgenre, Brian Wasswa, qui vivait ouvertement son homosexualité, était assistant juridique au [HRAPF](https://hrapf.org/" \t "_blank) (Human Rights Awareness and Promotion Forum). Il menait aussi des activités de sensibilisation auprès de personnes LGBT au sein de l'Organisation TASO (The Aids Support Organization) visant la prévention et le traitement du VIH.

Ses collègues se rappellent sa bienveillance et son acharnement pour convaincre les jeunes victimes du VIH de suivre scrupuleusement la (tri)thérapie prescrite.

Le HRAPF a exhorté la police à enquêter sur l’éventualité d’un crime haineux.

Au milieu d’une avalanche de déclarations politiques de plus en plus hostiles aux droits des LGBT, trois« Queers » ont été tués en Ouganda. Le 1er août, un groupe de chauffeurs de taxis-motos a battu à mort un jeune transgenre à Wakiso, près de Kampala. Les locaux du HRAPF ont été la cible d'effractions, au cours desquelles deux agents de sécurité ont été grièvement blessés. En 2016, un agent de sécurité de l’ONG a été battu à mort. Personne n'a été traduit en justice pour ces délits. Toute organisation traitant des questions sensibles -droits des journalistes, des femmes ou droits fonciers- est exposée à des attaques.

The » ***Kill the Gays Act »*** réactivé

Le 10 octobre, cinq jours après le décès de B. Wasswa, le **ministre ougandais de l'Éthique et de l’Intégri**té, **Simon Lokodo,** a [annoncé](https://www.reuters.com/article/us-uganda-lgbt-rights/uganda-plans-bill-imposing-death-penalty-for-gay-sex-idUSKBN1WP1GN" \t "_blank) que le Parlement envisageait de présenter une proposition de loi qui imposerait la [peine de mort](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/kill-the-gays-un-projet-de-loi-contre-les-homosexuels-en-ouganda_3654809.html" \t "_blank) pour les actes homosexuels «*graves*», même consentis.

Ces dernières semaines, l’Ouganda a aiguisé sa rhétorique homophobe. Ainsi le ministre de la sécurité a récemment affirmé, lors d’une interview télévisée, que les groupes LGBT étaient liés au terrorisme.

Avant son adoption en 2014, le gouvernement avait multiplié les messages contradictoires concernant la loi. Par ailleurs la controverse autour du "**Kill the Gays Ac**t" avait provoqué en son temps une recrudescence de violences, discriminations, expulsions et arrestations arbitraires touchant les LGTB -documentées par HRW et Amnesty. Quant au ministre Simon Lokodo, il stigmatise *« … un recrutement massif de gays dans les écoles, et particulièrement parmi les jeunes.*Et il ajoute: *« Notre loi pénale actuelle est limitée. Elle ne fait que criminaliser l’acte. Nous voulons que quiconque est impliqué dans la promotion d'actes gays et le recrutement de gays soit criminalisé. Ceux qui commettent des actes graves seront condamnés à mort ».*

En Ouganda l’homosexualité est illégale. Une loi de 1950 interdit «toute relation charnelle contre nature ». Des centaines de LGBT, [déboutés par](https://www.independent.co.uk/news/world/africa/uganda-death-penalty-kill-the-gays-homosexuals-lgbt-a9151411.html) le sentiment homophobe et les attentats haineux*,* ont dû quitter le pays. D’autres suivront si la loi qui les stigmatise est promulguée.

Le ministre Lokodo est« optimiste » quant à l’adoption du projet de loi, son gouvernement ayant fait pression sur les législateurs avant sa réintroduction. Si la loi est adoptée, l’Ouganda rejoindra l’Iran et l’Arabie saoudite, qui encouragent l’exécution de personnes LGBT.Plusieurs pays et institutions, -États-Unis, Suède, Danemark-avaient suspendu leur aide à l’Ouganda lors des délibérations et votes précédents.

*Source : Human Rights Watch (HRW)*

*Nous vous invitons à adresser une copie du modèle de lettre ci-joint aux autorités dont l’adresse se trouve sur la lettre. Affranchir à 0,79€ pour la Belgique et à 1,45€ pour l’international.*